

STATION DE PRIMATOLOGIE DE ROUSSET
RD56 13790 ROUSSET
TRAVAUX DE REAMENAGEMENT ET D'EXTENSION
DU BATIMENT DE SOINS ROU 140

MAITRE D'OUVRAGE

CNRS
DELEGATION PROVENCE CORSE
31 Rue Joseph Aiguier
13402 Marseille Cedex 20



ARCHITECTE

INGLESAKIS & ASSOCIES
18 Rue de la Guirlande
13002 Marseille



ECONOMISTE

LAECO INGENIERIE
6 Chemin Fons Vicarii
13122 Ventabren



BUREAU D'ETUDE TECHNIQUE

SYBEREC INGENIERIE
48 Rue Condorcet
13016 Marseille



BUREAU D'ETUDE STRUCTURE

ECIBAT
Parc de la duranne Immeuble Le Triangle
235 rue Léon Foucault
13100 Aix en Provence



PRO

LOT N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES

Cahier des clauses techniques particulières

Indice	Date	Modification
0	04/04/2025	Edition originale

Marché	Type	Phase	N° lot	Indice	Date
250304	CCTP	PRO	14	00	04/04/2025

Sommaire

1 PRESCRIPTIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU PRESENT LOT	4
1.1.1 Préambule	4
1.1.2 Dispositions générales	4
1.1.3 Cahier des Clauses techniques communes	4
1.1.4 ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE	4
1.1.5 Connaissance des lieux	5
1.1.6 Consistance générale des travaux	5
1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.2.1 Dispositions générales	5
1.2.2 Connaissance des lieux	5
1.3 OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR	6
1.3.1 Sécurité du travail	6
1.3.2 Autorisations des services administratifs	6
1.3.3 Obligation de résultat	6
1.3.4 Protection des ouvrages	6
1.3.5 Coordination des travaux	6
1.3.6 Nettoyage	6
1.4 SECURITE DU TRAVAIL	7
1.4.1 Protection et prévention des accidents	7
1.4.2 Sécurité du travail	7
1.5 TYPE DE MARCHE DE TRAVAUX	7
1.5.1 Lot traité global et forfaitaire	7
1.5.2 DPGF	7
1.6 DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE	8
1.6.1 Plans, procédures, études d'exécution et spécifications chantier	8
1.6.2 Plans de réservations	8
1.6.3 Dossier des ouvrages exécutés.	8
1.6.4 Échantillons et prototypes	8
1.6.5 Tests de réception des sorbonnes	8
1.7 VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES	9
1.7.1 Tenue des ouvrages.	9
1.7.2 Vérifications techniques incombant aux entreprises	9

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

Sommaire

1.8 LIMITES DE PRESTATIONS	9
1.8.1 Travaux divers a la charge du présent lot	10
<u>1.8.1.1 Travaux divers dus au PRESENT LOT :</u>	<u>10</u>
1.8.2 Limites des autres lots	10
<u>1.8.2.1 Travaux à la charge du lot n°12 Électricité CFO/Cfa</u>	<u>10</u>
<u>1.8.2.2 Travaux à la charge du lot n°11 CVC Plomberie</u>	<u>10</u>
1.8.3 Avertissement sur la réception des ouvrages d'autres corps d'état	10
<u>1.8.3.1 Réception d'autres ouvrages.</u>	<u>10</u>
2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	11
2.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	11
2.1.1 Documents normatifs	11
<u>2.1.1.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics.</u>	<u>11</u>
<u>2.1.1.2 Normes et textes à respecter</u>	<u>11</u>
2.1.2 Labels, classifications, certifications	12
<u>2.1.2.1 Labels et certifications de qualité</u>	<u>12</u>
2.2 QUALITE DES MATERIAUX	12
2.2.1 Caractéristiques des matériaux	12
2.3 PRECONISATION DE MISE EN ŒUVRE	12
2.3.1 Approvisionnement	12
2.3.2 Implantation des ouvrages	12
2.3.3 Pose et fixations	12
2.3.4 Protection des ouvrages	13
2.3.5 Révisions	13
3 DESCRIPTION DES OUVRAGES	14
3.1 EQUIPEMENTS TECHNIQUES	14
3.1.1 Poste de sécurité microbiologique	14
3.1.2 Sorbonne de laboratoire	14
3.1.3 Sas de transfert	15
3.2 PAILLASSES	15
3.2.1 Paillasse centrale 750 x 600 mm	16
3.2.2 Paillasse centrale 750 x 1200 mm	16
3.2.3 Paillasse murale 750 x 1200 mm	16
3.2.4 Paillasse murale 750 x 1500 mm	16
3.2.5 Paillasse murale 750 x 2500 mm + cuve	16

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

Sommaire

3.2.6 Paillasse murale 500 x 2750 mm	16
3.2.7 Meuble sous paillasse 600 x 600	16

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 OBJET DU PRESENT LOT

1.1.1 Préambule

Le présent CCTP définit les spécifications et les conditions d'exécution pour l'ensemble des travaux de réaménagement et d'extension du bâtiment de soins ROU140 situé sur le site de la station de primatologie de Rousset (13790). pour le corps d'état : **14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES**

Il est complété par le **Cahier des Clauses techniques communes**, qui le complète en tant que besoin, et dont toutes les clauses sont réputées contractuelles.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

1.1.2 Dispositions générales

Le titulaire est réputé avoir lu attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser. Le fait d'avoir formulé une offre implique l'acceptation, sans réserve, des conditions d'exécution du marché. Toutes les prestations et la mise en œuvre de tous moyens nécessaires pour parvenir à leur exécution seront exigées.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, communautaires, municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution.

1.1.3 Cahier des Clauses techniques communes

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les prescriptions communes à l'ensemble des corps d'état sont récapitulées dans le CCTC. L'entreprise devra impérativement prendre connaissance de ce document ainsi que du CCAP.

Il y trouvera tous les renseignements les conditions générales de chantier, en particulier :

- a) Les échantillons, éléments témoins ;
- b) Les dépenses et gestion du compte prorata ;
- c) Les spécifications concernant les matériaux et garanties des traitements de surface ;
- d) La liste des lots ;
- e) L'index de révision des prix ;
- f) La liste des plans ;
- g) Documents à remettre - DOE ;
- h) Essais ;
- i) Coordination ;
- j) Levage ;
- k) Hygiène et sécurité ;
- l) Réception.

La liste n'est pas exhaustive, l'Entrepreneur prendra donc connaissance de l'intégralité des documents CCAP et du lot 00 Cahier des Clauses techniques communes.

1.1.4 ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE

Pour l'établissement de son offre, l'entrepreneur est réputé s'être rendu sur le site pour visiter les abords du projet et apprécier par lui-même la nature et le volume des travaux à réaliser dans le cadre de son marché ainsi que les possibilités d'accès.

Dans le présent document, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner aussi exactement que possible les entreprises sur la nature et l'importance des ouvrages à exécuter, mais il est spécifié que les dispositions de ce document n'ont pas un caractère limitatif.

Il est précisé en outre, que les Plans, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ne sont remis aux entreprises que pour fixer d'une manière générale, la nature et l'importance des travaux nécessaires à la réalisation du présent programme.

Le CCTP et les plans, annotations et croquis Architecte sont à prendre en compte pour la même valeur contractuelle. S'il constate des erreurs ou des omissions dans les documents remis (C.C.T.P, Plans Notes de calculs, etc...), l'entreprise est réputé avoir demandé tous éclaircissements nécessaires pendant la consultation en posant ses questions via la plateforme du Maître d'ouvrage.

L'entreprise est, de par sa qualification apte à pallier à tous défauts d'énonciation, de ce fait l'entrepreneur ne pourra arguer postérieurement à la signature du marché, d'un oubli, d'une omission, d'une erreur ou d'une interprétation erronée d'un document pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à la terminaison totale et à la parfaite finition de son lot.

Il ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour des travaux indispensables mais non décrits, ni se dérober devant l'obligation de

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

...Suite de "1.1.4 ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE..."

conformité et du respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité.

En résumé, font partie du présent cahier tous les travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages projetés et ceci dans tous leurs détails et suivant les règles de l'art.

Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution, des modifications d'ordre secondaire, travaux accessoires et annexes inhérents à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value.

1.1.5 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées.

Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées.

L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.1.6 Consistance générale des travaux

L'entrepreneur devra l'ensemble des travaux et fournitures nécessaires à la réalisation des installations, conformément aux dispositions du présent dossier de consultation, sans limitation, ni restriction, avec toutes les conditions de parfait achèvement, de bon fonctionnement et de sécurité.

L'ensemble des travaux devra être exécuté avec du matériel neuf, présentant toutes les garanties nécessaires et répondant aux normes en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Le présent lot comprend la réalisation des prestations suivantes :

- Toute main d'œuvre et fournitures nécessaires à la réalisation des ouvrages, et installations de chantier, conformément aux dispositions du C.C.T.P, y compris transports, manutentions, échafaudages, stockage, évacuations, frais de mise en déchetterie.
- Le nettoyage permanent de ces ouvrages pendant toute la durée des travaux et lors de la livraison.
- La mise immédiate hors chantier des matériaux refusés.
- La présentation de tous les échantillons de matériaux demandés, ainsi que toutes les planches d'essais, prototypes, etc.
- L'ensemble des travaux et essais, tels que définis par les normes en vigueur.
- La remise au Maître d'Ouvrage d'un ouvrage parfaitement réglé, achevé et en parfait état de propreté.

1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

1.2.1 Dispositions générales

Les candidats sont invités à lire attentivement chaque article du présent document, afin de prendre la mesure exacte des prestations à réaliser. Le fait de formuler une offre implique l'acceptation, sans réserve, des conditions d'exécution du marché. Toutes les prestations et la mise en œuvre de tous moyens nécessaires pour parvenir à leur exécution seront exigées.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, communautaires, municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution.

1.2.2 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées.

En particulier, lui est parfaitement connu :

- le terrain et ses sujétions propres, en fonction du rapport de sol ;
- l'ensemble de tous les bâtiments existants, tous les réseaux et équipements techniques dans l'emprise du projet ;
- les contraintes relatives aux propriétés voisines (notamment pour la reprise des fondations voisines) ;
- les modalités d'accès par la voirie ;
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public ;
- l'enquête préalable concessionnaire et services de sécurité ;
- l'isolement acoustique prescrit en zone de bruit.

L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

1.3 OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

1.3.1 Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable de son chantier à compter de l'ordre de service. D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires et nécessaires à ses travaux, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Il devra vérifier que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle. Il peut se faire aider dans sa mission par un spécialiste dûment agréé. En cas de défaut, le maître d'œuvre peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estime indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou de délais.

Il devra aussi, se conformer à toutes les demandes et exigences de l'OPPBTP, la CRAM et l'inspection du travail. Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

1.3.2 Autorisations des services administratifs

L'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents nécessaires à la réalisation de ses travaux en fonction de la technique proposée dans son offre, de ses conséquences et implications, notamment de toutes les protections nécessaires.

1.3.3 Obligation de résultat

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents, leurs annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

1.3.4 Protection des ouvrages

L'Entrepreneur sera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Il prendra donc toutes dispositions, pendant toute la durée des travaux, pour assurer leur protection d'une manière durable et efficace.

Il est responsable de toute détérioration pouvant survenir en cours de chantier et doit la remise en état, à ses frais, de tout dommage, tant que la réception n'est pas prononcée. Il doit donc la réfection des ouvrages défectueux constatés, soit en cours de travaux, soit à la réception.

1.3.5 Coordination des travaux

Il est précisé que l'entrepreneur devra rechercher en particulier toutes précisions sur :

- Les caractéristiques des ouvrages supports (gros œuvre) et les possibilités d'ancrage qu'ils présentent.
- Les incorporations dans ses ouvrages (menuiserie, électricité, chauffage, ventilation, etc.).
- Les réservations dans ses ouvrages (passages de filerie, de tuyauterie, de gaine, etc.).

L'entrepreneur devra préciser aux entrepreneurs concernés quelles sont les règles d'encastrement et de fixation applicables à ses ouvrages.

L'entrepreneur devra coordonner son action avec l'électricien pour assurer une parfaite réalisation de l'encastrement des ouvrages

1.3.6 Nettoyage

L'entrepreneur sera tenu d'enlever tous matériaux, déchets ou fournitures excédentaires ou refusées, approvisionnés par lui sur le chantier.

Il est spécifié que le terme « déchet » comprend également tous emballages et accessoires de transport ou de manutention.

Il sera également tenu de nettoyer les locaux dans lesquels il travaille ainsi que, si besoin est, les cheminements qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

Les parements doivent être livrés propres.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

1.4 SECURITE DU TRAVAIL

1.4.1 Protection et prévention des accidents

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité en vigueur et notamment à la loi du 6 Décembre 1976 et à ses décrets d'application du 9 Juin et 13 Août 1977, loi 93.1418 du 31 décembre 1993, décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994, arrêtés du 7 Mars 1995, elle doit en particulier :

- mettre en place tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, des voies publiques et des voies privées ;
- mettre en place des gardiens pour toutes interventions sur la voie publique ;
- ne pas charger les camions sur la voie publique sauf autorisations particulières obtenues ;
- fournir et poser des panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'administration compétente.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature qu'ils soient à dater de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il doit être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile.

Il doit également se conformer au texte approuvé le 11 Juin 1980, par le comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 8 Janvier 1965.

1.4.2 Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable de son chantier à compter de l'ordre de service. D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires et nécessaires à ses travaux, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Il devra vérifier que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle. Il peut se faire aider dans sa mission par un spécialiste dûment agréé. En cas de défaut, le maître d'œuvre peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estime indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou de délais.

Il devra aussi, se conformer à toutes les demandes et exigences de l'OPPBT, la CRAM et l'inspection du travail. Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

1.5 TYPE DE MARCHE DE TRAVAUX

1.5.1 Lot traité global et forfaitaire

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra demander tous éclaircissements nécessaires pendant la consultation en posant ses questions via la plateforme du Maître d'ouvrage.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), joint au C.C.T.P., est donnée avec des quantités indicatives que l'entrepreneur sera tenu de vérifier et de modifier s'il le juge nécessaire.

1.5.2 DPGF

Un cadre de décomposition globale et forfaitaire (CDPGF) est joint au dossier de consultation et sert de guide à la remise de prix de l'entreprise. Le CDPGF énumère les diverses unités d'œuvre utilisées dans la construction et spécifie la quantité estimée par la MOE pour chaque type d'ouvrage.

Les quantités de la MOE renseignées dans le CDPGF doivent être contrôlées par l'entreprise. Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne peuvent en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière. L'entreprise est donc réputé avoir vérifié et modifié le cas échéant ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la maîtrise d'œuvre étant exclu.

L'entreprise ne peut pas, si elle est chargée des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Elle exécute donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

...Suite de "1.5.2 DPGF..."

parfait achèvement des ouvrages envisagés.

Cette décomposition sert de base au calcul du montant des situations et au règlement des travaux de l'entreprise.

Les entreprises doivent répondre obligatoirement sur les documents faisant partie du dossier de consultation, complétés ou non.

1.6 DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE

1.6.1 Plans, procédures, études d'exécution et spécifications chantier

L'entreprise titulaire du présent marché a, à sa charge, l'établissement des documents d'exécution liés aux présents travaux. Ces documents devront parvenir au maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au coordonnateur SPS, durant la période de préparation et au plus tard 3 semaines avant le démarrage des travaux ou la mise en fabrication des ouvrages selon les délais fixés dans le calendrier prévisionnel des travaux.

Les plans d'exécution des ouvrages seront, selon spécifications du CCAP à la charge de l'entrepreneur.

L'entreprise devra fournir, préalablement à la réalisation des travaux, un dossier d'exécution précisant chaque type de complexe prévu, y compris protections, et comprenant :

- Plans d'ensemble du matériel avec fiches technique des équipements permettant de juger leur qualité.
- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Schémas de détail sur tous les points singuliers qui pourraient entrer en conflit avec d'autres corps d'états ;
- Les alimentations et puissance électriques avec leur position, nécessaire aux raccordements des équipements ;
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution.

1.6.2 Plans de réservations

L'entrepreneur du présent lot devra, avec le concours du ou des entrepreneurs concernés, mettre au point et établir les plans de réservations. Il est bien spécifié que dans le cas où, par faute de l'entrepreneur du présent lot, certaines réservations n'auraient pas été réalisées, les travaux complémentaires nécessaires seront entièrement à la charge du présent lot.

1.6.3 Dossier des ouvrages exécutés.

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour ;
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché.

1.6.4 Échantillons et prototypes

L'entrepreneur présentera tous échantillons de revêtements et accessoires divers sur demande du maître d'œuvre.

Les échantillons retenus seront rassemblés sur présentoirs.

L'entrepreneur réalisera une surface de référence de chaque type de revêtement, représentative du système de mise en œuvre.

La superficie et l'emplacement de chaque surface seront déterminés en accord avec le maître d'œuvre.

L'application de chaque revêtement sera soumise au maître d'œuvre pour approbation.

La mise en œuvre de chaque type d'ouvrage ne pourra intervenir qu'après acceptation du prototype par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

1.6.5 Tests de réception des sorbonnes

Dans le respect des dispositions du code du travail (article R4222-3 et R4222-12), la prestation a pour objectifs :

- La mesure de l'efficacité de confinement par gaz traceur SF6 (Hexafluorure de Soufre) des sorbonnes.
- La mesure de la vitesse d'air ambiant à proximité immédiate des sorbonnes.
- La réalisation des mesures de vitesses d'air frontales des sorbonnes.
- L'essai du système d'alarme.
- Formuler des propositions de remédiation en cas de résultats insatisfaisants.

Ces différentes mesures aérauliques s'effectuent dans le contexte des essais de validation des sorbonnes de laboratoire, en conformité avec les

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

...Suite de "1.6.5 Tests de réception des sorbonnes..."

normes précisées ci-avant, et avec la norme NF EN 14175-4 (février 2005) relative aux protocoles métrologiques.

Pour les différentes parties de la mission, les matériels utilisés devront être conformes à la norme NF EN 14175-4 § 5.10.2 (mesure de l'efficacité de confinement), § 5.4.2 (mesure des vitesses d'air frontales) et § 5.8.2 (mesure de la vitesse de l'air ambiant).

Les équipements soumis à étalonnage (sonde, anémomètres, analyseur) ou à limite de validité (bouteille de gaz traceur) disposeront des justificatifs.

1.7 VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES

1.7.1 Tenue des ouvrages.

Le fait que les ouvrages soient exécutés sous la surveillance éventuelle d'un maître d'œuvre et d'un organisme de contrôle, ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui est tenu de garantir la bonne tenue de ses ouvrages en fonction de l'état des sols existants et des charges imposées, conformément à la législation en vigueur.

1.7.2 Vérifications techniques incombant aux entreprises

Le contrôle de l'exécution des travaux s'effectuera dans les conditions définies par le code des marchés publics dernière édition.

Si les pièces contractuelles ou les instructions du Maître d'œuvre, du Bureau de contrôle ou des Assurances stipulent qu'une partie des ouvrages doit être particulièrement vérifiée ou approuvée, l'entrepreneur doit prévenir le Maître d'œuvre au moment où les travaux sont prêts pour le contrôle.

En outre, au titre du contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, réalisera les vérifications suivantes :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état, permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et Règles de l'Art ;
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les Règles Professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

1.8 LIMITES DE PRESTATIONS

Ce chapitre fixe les limites d'intervention des divers corps d'état et établit les règles communes à tous les corps d'état en ce qui concerne :

- Le traitement des réservations, des percements à posteriori, des scellements et des rebouchages et leurs finitions dans tous les types de parois ;
- L'application de tolérances d'exécution entre corps d'état ;
- Les règles d'implantation des ouvrages.

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Chaque entrepreneur prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.

L'entrepreneur doit s'assurer que les documents établis pour les différents lots autres que le sien sont coordonnés et compatibles avec ses propres ouvrages. Il doit fournir, en temps utile, aux autres corps d'état, tous les renseignements et demandes nécessaires à la bonne coordination entre les lots. L'entrepreneur qui n'aurait pas respecté cette règle sera responsable financièrement et techniquement des réparations à effectuer pour la bonne finition de l'ouvrage.

Tous les entrepreneurs devront travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises et donneront ou demanderont aux autres entrepreneurs, au maître d'œuvre tous renseignements utiles à la bonne exécution de tous les travaux.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

1.8.1 Travaux divers a la charge du présent lot

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif. Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais. D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge du titulaire du présent lot.

1.8.1.1 Travaux divers dus au PRESENT LOT :

Travaux divers dus au lot Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES

Outre les travaux décrits à la charge du présent lot dans les documents contractuels et sauf stipulations contraires, l'entreprise devra en outre, et en coordination avec les autres lots :

- Les installations de chantier spécifiques
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux
- La fourniture et pose des équipements de laboratoires, et leur raccordement aux réseaux en attente
- La fourniture et mise en œuvre, de sorbonnes, de bras d'aspiration et d'armoires ventilées
- La fourniture et mise en œuvre des paillasse avec évier intégré
- L'ensemble des robinetteries laboratoires
- L'ensemble des prises de courants sur paillasse et sorbonnes
- L'ensemble des raccordements sur les attentes électriques, hydrauliques et aérauliques
- La fourniture et pose des rangements sous paillasse (type meuble bas sur roulettes)
- L'enlèvement des protections provisoires des ouvrages et, en particulier, celles des protections des travailleurs. Si, à la demande d'un autre corps d'état, ces protections provisoires sont maintenues, leur enlèvement n'est pas dû par l'entreprise ;
- L'évacuation des déchets de l'entreprise aux décharges publiques et des nettoyages réguliers.

1.8.2 Limites des autres lots

L'entreprise aura à prévoir la totalité de ses travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages à l'exception de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état, et en particulier :

1.8.2.1 Travaux à la charge du lot n°12 Électricité CFO/Cfa

Travaux à la charge du lot n°12 Électricité CFO/Cfa :

- Filerie attente (brin mou) de 20 cm, à proximité des appareils fournis par le présent corps d'état (blocs prises de courant).
- Les prises RJ45 et leurs raccordements faits par lot électricité dans réservations à charge du présent lot

1.8.2.2 Travaux à la charge du lot n°11 CVC Plomberie

Travaux à la charge du lot n°11 CVC Plomberie :

- Attentes et raccordement des réseaux, eau froide, , eau chaude, eaux usées
- Mise en œuvre des robinetterie sur paillasse si fourni par le présent lot

1.8.3 Avertissement sur la réception des ouvrages d'autres corps d'état

1.8.3.1 Réception d'autres ouvrages.

L'entrepreneur du présent lot devra fournir aux entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques et informatiques. Dans le cas de retard de production de ces informations, les conséquences financières en découlant seront imputées au présent lot. Avant exécution de ses propres travaux, l'entrepreneur du présent lot devra vérifier les ouvrages exécutés par les autres corps d'état. Sans remarques de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

2.1.1 Documents normatifs

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

Pour tous les documents énoncés ci-après, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler à la maîtrise d'Oeuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, devis descriptifs, etc...). Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

Nota : la liste des documents ci-après n'est pas limitative et elle inclut implicitement tous documents d'ordre réglementaire applicables aux travaux du présent lot, et notamment les dernières versions des règlements mentionnés.

2.1.1.1 Règlements, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics.

* Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Eventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.

* Le règlement sanitaire duquel relève la ville de ROUSSET * Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009 ;

- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

2.1.1.2 Normes et textes à respecter

L'entreprise s'assurera que la conception des ouvrages, leurs calculs, exécution et réception soient conformes;

Aux normes en vigueur :

- NFX 08-102 : robinetteries de laboratoires
- Norme EN 13150 pour tables de laboratoires
- Conception et installation : Conformes à la norme NF EN 14056
- Norme EN 14727 pour le stockage de produits chimiques
- Norme EN 14770-1 (type 90) pour le stockage de produits inflammables
- Norme EN 13792 pour les repères de couleur de robinetteries
- Norme NF -EN 14175 1-6 sur l'installation des sorbonnes, et la norme NF X 15 206 fixant la valeur française relative à la mesure du

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

...Suite de "2.1.1.2 Normes et textes à respecter..."
confinement par gaz traceur SF6

Aux règles relatives à la protection contre l'incendie dans les locaux de travail

Au guides pratiques de ventilation de l'INRS et les arrêtés spécifiques :

- ED 695 « Principes généraux de ventilation » [1989],
- ED 795 « Sorbonnes de laboratoires » [2009], en particulier le tableau 3 (page 16) et l'encadré 7 (page 17),
- Arrêté du 8 octobre 1987 (contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail),
- Arrêté du 9 octobre 1987 (contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail).

Aux prescriptions des DTU et notamment :

- N° 60.1 Plomberie-sanitaire
- N° 60.5 Canalisation en cuivre

2.1.2 Labels, classifications, certifications

2.1.2.1 Labels et certifications de qualité

Label SNJF ou équivalent, produits de calfeutrement et compléments d'étanchéité pour éléments de construction.

Les menuiseries extérieures avec leur vitrage devront satisfaire aux labels de qualité et aux cahiers des prescriptions techniques suivants :

- label Acotherm ou équivalent, performances acoustiques et thermiques des fenêtres selon la catégorie et la classe précisée ci-après aux bases contractuelles ;
- label Cekal ou équivalent, qualité des doubles vitrages ;
- label QUALICOAT Marine ou équivalent pour la tenue des finitions pré-laquée ;
- classement FASTE ou équivalent ;
- classement AEV ;
- marque CE sur l'ensemble des menuiseries ;
- marque NF Fenêtres bois ou équivalent.

2.2 QUALITE DES MATERIAUX

2.2.1 Caractéristiques des matériaux

Tous les matériels utilisés devront être conformes aux normes françaises (AFNOR) et posséder un avis technique accepté par la Commission Technique des Assurances. Les mises en œuvre des matériels devront être conformes aux prescriptions et règles en vigueur.

Si, pour une raison quelconque, un matériel ou un procédé de construction ne se rattache pas à une norme ou un avis technique, le Maître d'Œuvre, sur avis du contrôleur technique, sera seul juge de son emploi.

Dans tous les cas, les matériels utilisés seront de premier choix.

Avant toute opération d'approvisionnement et de mise en œuvre, l'entrepreneur du présent corps d'état sera tenu de soumettre à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre :

La liste des matériels qu'il se propose d'employer.

Pour chacun d'eux, l'indication de sa provenance, ses caractéristiques physiques, chimiques et mécaniques attestées par un laboratoire et permettant de vérifier sa conformité aux normes.

L'ensemble des matériaux et matériels mis en œuvre devra satisfaire aux divers décrets, arrêtés concernant la classification des matériaux d'après leur comportement au feu.

Leur choix sera également fait en fonction du danger incendie des éléments ou partie de la construction dans lesquels ils sont employés.

Tous les matériels mis en œuvre (équipements, mobilier, etc.) devront être adaptés à l'utilisation par les handicapés.

2.3 PRECONISATION DE MISE EN ŒUVRE

2.3.1 Approvisionnement

L'entrepreneur du présent corps d'état devra le montage, la distribution, la répartition, l'implantation et la pose de ses ouvrages.

2.3.2 Implantation des ouvrages

L'entrepreneur du présent corps d'état sera seul responsable de l'implantation de ses ouvrages. Il sera donc tenu de tirer les traits de niveau et de relever les cotes sur place, celles indiquées dans le présent dossier ne l'étant que pour apprécier l'importance des ouvrages.

2.3.3 Pose et fixations

Les ouvrages seront posés avec la plus grande précision à leur emplacement exact. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

2.3.4 Protection des ouvrages

Tous les ouvrages seront protégés en cours de chantier par un film protecteur pelable, qui sera enlevé avant la réception des ouvrages.

L'entreprise devra un nettoyage complet et soigné, après enlèvement du film.

L'entrepreneur du présent lot doit, avant la livraison de ses travaux, s'assurer du bon fonctionnement de ses installations et procéder aux réglages, essais, vérifications de résistance et parachèvement qui s'imposent pour une livraison suivant les Règles de l'Art.

2.3.5 Révisions

En fin de chantier, L'entrepreneur du présent corps d'état devra la révision complète de tous les ouvrages qui auraient été détériorés, le graissage de toutes les parties mobiles, la mise en jeu, le remplacement des quincailleries ou éléments défectueux.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.1 EQUIPEMENTS TECHNIQUES

3.1.1 Poste de sécurité microbiologique

Fourniture et installation d'un poste de sécurité biologique standard de classe II certifié par l'EN12469 de type HR1200-IIA2-S de chez Haier Biomedical ou techniquement équivalent.

Caractéristiques :

- Dimensions 800 x 1300
- Double filtration à l'évacuation
- Système de circulation d'air sécurisé
- Parois latérales vitrées
- Façade avant coulissante inclinée 10°
- Plan de travail inox compartimenté
- Piétement sur roulettes réglable de 680 à 900 mm lors de l'installation
- Contrôleur digital avec alarmes visuelles et sonores
- Repose bras sur toute la longueur du PSM
- Ouverture de travail 200 mm
- Deux prises étanches brevetées IP44 avec fonction marche/arrêt temporisé.
- Lampe UV pour la décontamination et le piétement
- Alarme sonore et visuelle

Alimentation : 220V/50Hz/60Hz

Localisation : Salle labo repro et zone ICSI suivant plans du dossier

3.1.2 Sorbonne de laboratoire

Fourniture et installation d'une sorbonne de laboratoire de 800m³/h, et vitesse d'air moyenne en façade supérieur à 0.34m/s avec un éclairage hors flux Hors contrôle de débit d'air.

Fourniture et pose d'un contrôleur de débit d'air vertical encastré comprenant :

- Une alarme de défaut de débit d'air visuel et sonore
- Une commande manuel et automatique
- Éclairage et ventilation 3A
- Une alarme de vitre ouverte au-dessus du niveau normal
- Une alarme incendie déclenchement à 70°C
- Un contact auxiliaire au contact M/A de la ventilation à disposition
- Une sortie 0/10V et une sortie 4/20mA
- Habillage de la Sorbonne au plafond

Ventilateur et gaine :

- Fourniture et pose d'un ventilateur de centrifuge, 0.37KW D90, 1500TR/MN, IP55 220/380V Tri diamètre 200
- Y compris variateur deux vitesse avec capteur de position 0.37KW montage en caisson, et kit de raccordement au conduit de cheminée.

Raccordement de l'évacuation d'air sur gaine verticale en attente fournie et posée par le lot CVC ; raccordement électrique sur attente du lot électricité.

Conformité :

Conforme à la norme EN 14175 1 à 5 et XPX 15206.

Fourniture exigée des rapports d'essais de type complet tel que spécifié par la norme EN 14175 partie 4.

Attestation avec PV de conformité des sorbonnes à la charge du présent lot par un organisme extérieur qui réalisera un essai de réception de la sorbonne permettant :

- De réaliser un test de confinement qui permet de vérifier que la sorbonne est conforme à la norme NFX15-206. Ce test consiste à injecter un gaz traceur (SF6) dans la sorbonne et de mesurer la quantité de gaz qui en ressort. Cette quantité doit être inférieure 0,1ppm pour que la sorbonne soit déclarée conforme.
- D'obtenir des valeurs de références qui permettront de vérifier chaque année que la sorbonne maintient ses performances aérauliques.

Localisation : Salle labo repro suivant plans du dossier

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

3.1.3 Sas de transfert

Fourniture et installation d'un sas de transfert de dimensions intérieures 600x600x600

A poser dans réservations de la cloison y compris toutes sujétions de renforts pour fixation.

Caractéristiques :

- Dimensions intérieures 600x600x600
- En acier INOX 304 calibre 16 fini brossé #4
- Porte en verre trempé sur pentures
- Système de verrouillage mécanique automatique (1 porte ouverte à la fois)
- Poignées à compression

Localisation : Salle autoclave suivant plans du dossier

3.2 PAILLASSES

Description générale

Plan de travail

a) Revêtements et matériaux :

Des plateaux de grande dimension seront utilisés afin de réduire le nombre de joints. Les plateaux feront 750 mm de profondeur. Implantation suivant plan architecte. Hauteur 900 mm.

Couche supérieure en verre trempé, épaisseur 6 mm minimum, joints et bord périphérique en acier laqué.

Plateau support : panneau mélaminée deux faces, hydrofuge. Épaisseur totale 22 mm.

En périphérie rive acier laqué.

L'ensemble inattaquable aux acides

b) Cuves :

Cuves en grès ou en polypropylène injecté intégré dans les plans de travail avec robinet mélangeur EF/EC implanté sur le plan de travail.

Les cuves et éviers sont équipés de trop-plein, bonde de fond et siphon en vulcathène.

La robinetterie sera du type LABORATOIRE (corps laiton- revêtement polyamide) résistant à tous les produits chimiques du type PIEL LABO ou équivalent, à colonne à bec fixe avec embase laiton, avec volets de manœuvre suivant coloris normalisés conforme norme européenne DIN EN 13792

Piètements :

Les paillasses seront constituées des éléments suivants :

- Piètement métallique de type C de section 70 x 25 mm avec vérin de mise à niveau en chlorure de polyvinyle inattaquables aux acides et comporteront un système de fixation mécanique au sol. (Hauteur de réglage possible sur 25 mm) et 3 traverses longitudinales (2 hautes et une basse) formant un châssis complet.

Épaisseur de métal 3 mm revêtu peinture époxy anti acide (mini épaisseur 80 µm). Chaque piètement devra être indépendant du piètement placé à côté.

Paillasse murale :

Dosseret tablette implanté à l'arrière des plans de travail en mélaminés blanc de 19 mm d'épaisseur et de 15 cm de hauteur sur toute la longueur des paillasses.

Fixation des appareillages électriques.

Paillasse centrale :

En plus du dosseret, étagères mélaminés pour les paillasses centrales.

Meuble sous paillasse :

Conformes aux normes AFNOR 15202

En mélaminé blanc, portes battantes en chants épais avec serrures.

Poignées filantes blanches en PVC.

Mobiles sur quatre roulettes dont deux à freins.

Équipement électrique :

Les paillasses seront équipées de prises de courant encastrées suivant localisation plan DCE électrique, les appareillages et les alimentations de ces prises seront prévues par le lot électricité.

04/04/2025	BATIMENT ROU140_CNRS	Indice 0
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°14 EQUIPEMENTS LABORATOIRES	

Le présent lot devra uniquement les découpes dans le dossier ainsi qu'une partie démontable permettant d'installer les câbles de raccordement pour les connexions électriques et informatiques. Une séparation courants forts / courants faibles est obligatoirement prévue.

Équipement sanitaire :

Les alimentations sont prévues par le plombier.

Les alimentations en eau et les évacuations installées par le plombier sont prévues en attente à 15 cm du sol sous les, paillasse avec vannes d'arrêt.

L'entreprise du présent lot devra raccorder ses paillasse sur ces attentes.

3.2.1 Paillasse centrale 750 x 600 mm

Paillasse centrale profondeur 750 x 600 mm de longueur + étagère

Localisation : Salle Labo Repro suivant plans du dossier

3.2.2 Paillasse centrale 750 x 1200 mm

Paillasse centrale profondeur 750 x 1200 mm de longueur + étagère

Localisation : Salle Labo Repro suivant plans du dossier

3.2.3 Paillasse murale 750 x 1200 mm

Paillasse murales profondeur 750 x 1200 mm de longueur.

Compris paillasse en angle.

Localisation : Salle Labo Repro et labo médical suivant plans du dossier

3.2.4 Paillasse murale 750 x 1500 mm

Paillasse murales profondeur 750 x 1500 mm de longueur

Localisation : Salle Labo Repro zone ICSI et labo biomédical suivant plans du dossier

3.2.5 Paillasse murale 750 x 2500 mm + cuve

Paillasse murales profondeur 750 x 2500 mm de longueur avec cuve 80 x 50.

Localisation : Salle autoclave suivant plans du dossier

3.2.6 Paillasse murale 500 x 2750 mm

Paillasse murales profondeur 500 x 2750 mm de longueur.

Localisation : Salle bloc chirurgie suivant plans du dossier

3.2.7 Meuble sous paillasse 600 x 600

Meuble sous paillasse dimensions 600 x 600 x 700 mm de hauteur.

Localisation : Salle Labo Repro suivant plans du dossier